

BUDGET

ARTT

EMPLOI



BUDGET

🚩 Exécution du budget 2009 à 99,99% !!
Ce résultat parfait s'explique par la remontée, à la demande de la DGFIP des crédits non consommés en fin d'année

🚩 Pour 2010 : 967.796 euros sont accordés en dotation budgétaire soit une diminution de - 1,60% contre - 1,20 en 2009.

En plus des dépenses obligatoires et inéluctables, et sur la demande des représentants FO-DGFIP, la Direction nous informe avoir prévu, entre autres, les opérations suivantes :

- Installation d'une douche au -1 essentiellement destinée aux agents qui ont accompli des travaux particulièrement salissants ou pénibles

- Le remplacement de certaines parties du revêtement de sol est envisagé au -1 et RdC.

- la poursuite de la mise en sécurité des rallonges électriques dans les bureaux

Les travaux du MAEE à Breil 3 se poursuivent avec un peu de retard. La direction se renseignera sur cette évolution.

Vote :

FO a voté « pour » le seul budget de fonctionnement de la TGE (les besoins des agents étant satisfaits dans son ensemble) et non pas pour son BOP 2010 (personnel fonctionnement et volet performances).

Emplois

Suppression de 8 emplois pour la TGE et le réseau.

La Direction nous informe de son choix qui résulte a priori d'une analyse des tâches, mais que FO-DGFIP ne peut ni valider, ni accepter.

🚩 Pour la TGE : 4 suppressions (+ 4 B -8 C) dans les services suivants :

- 1 Compta régie

- 1 Dépôts de fonds

- 1 Pensions

- 1 cellule bilan

Transformation d'un emploi de cadre A en RP et dans le cadre du plan de qualification ministériel transformation d'un emploi de B en A dont les attributions seront prochainement définies par la Direction



Pour les TAF, suppression de 4 emplois

- 1 au Burkina et au Mali que l'administration justifie par la baisse d'activité de ces postes
- 1 à Washington et à Berlin où, selon l'administration, des gains de rationalisation peuvent être trouvés.

FO- DGFIP demande que les postes en surcharge de travail ne soient pas oubliés dans Le rééquilibrage des effectifs.

Enfin la Direction nous annonce la fermeture de Bamako au 1/01/2011.



Protocoles ARTT

Le changement de typologie des horaires variables du service dépense centrale est validé ainsi que les protocoles de Madrid et Djibouti.

Les représentants FO-DGFIP ont voté « pour » dans la mesure où la majorité des agents l'ont approuvé.

L'individualisation de la typologie devrait être possible en 2012.

Hygiène Sécurité

Il est rappelé que tous les problèmes de nettoyage, d'essuie mains et de papier toilette doivent être signalés au service Budget logistique pour être solutionnés rapidement.

A bons entendeurs...

Questions diverses

A la demande de FO-DGFIP

- Note du SRH sur les pointages, autorisations d'absence : la Direction nous affirme qu'il s'agit juste d'un rappel du règlement intérieur pour cause de dérive et d'oubli. Rien ne change sur les fonds et les usages. Nous demandons également que des précisions soient apportées aux agents du Service Pensions Cristallisées dans ce domaine.
- Nous demandons qu'une information de présentation du progiciel CHORUS soit faite aux agents assez rapidement et que les stages de formation soient prévus à des dates moins surchargées que la fin de gestion.
- Information de tous les agents de l'utilisation d'une signature au logo DGFIP

Vos représentants FO

M.L. CAMUS, J.L. CATHELOT, B. GAY, L.DILLIEU

B.LE CARRE, J.HARSCOUE

à votre disposition pour tous renseignements complémentaires

MOTION FO TGE et TAF

Les représentants FO en CTPL ont décidé de ne pas boycotter cette séance, mais souhaitent néanmoins contester la politique de réduction drastique des emplois dans la fonction publique en général, au sein de la DGFIP en particulier.

Les représentants FO entendent protester contre ces suppressions d'emplois et la disparition progressive de nos missions qui engendrent dans les services et postes un sentiment de mal-être, d'inquiétude, voire d'écœurement devant cette casse inqualifiable qui va perdurer dans les années avenir.

Monsieur le Président, nous souhaitons que vous nous expliquiez comment aujourd'hui nous pouvons, au sein du réseau, continuer à exercer nos missions avec des effectifs de plus en plus réduits, des réformes qui se succèdent sans relâche, des outils informatiques imposés au pas de charge et loin d'être fiables et des objectifs de plus en plus impossibles à atteindre.

Non content de diminuer les budgets et les effectifs, ce sont nos statuts qui une fois de plus sont malmenés par l'instauration de la loi sur la mobilité et les futures évolutions de nos régimes de retraite.